

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

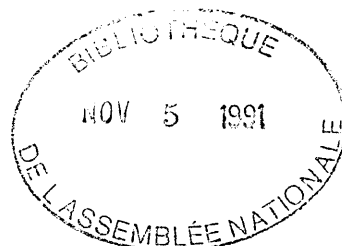
TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 169

Loi modifiant la Loi électorale concernant la délimitation des circonscriptions électorales

Présentation

**Présenté par
M. Marc-Yvan Côté
Ministre délégué à la Réforme électorale**



**Éditeur officiel du Québec
1991**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi électorale pour établir que les circonscriptions électorales sont délimitées en tenant compte du principe de la représentation effective. Il prévoit également que la délimitation se fera désormais après toutes les deux élections générales.

Enfin, ce projet prévoit que la Commission de la représentation recommence l'étape de la consultation qui a été suspendue en décembre 1990.

Projet de loi 169

Loi modifiant la Loi électorale concernant la délimitation des circonscriptions électorales

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 14 de la Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.3) est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « l'égalité du vote » par les mots « la représentation effective ».

2. L'article 17 de cette loi est modifié par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, de « , en raison de circonstances particulières, ».

3. L'article 19 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **19.** La Commission procède à une nouvelle délimitation des circonscriptions après la deuxième élection générale qui suit la dernière délimitation. ».

4. Les articles 20 et 21 de cette loi sont abrogés.

5. L'article 22 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **22.** Dans les douze mois suivant l'élection visée à l'article 19, la Commission remet au président ou au secrétaire général de l'Assemblée nationale un rapport préliminaire dans lequel elle propose la délimitation des circonscriptions. ».

6. La Commission de la représentation doit recommencer les travaux qu'elle avait entrepris en application de l'article 24 de la Loi électorale relativement à la consultation des députés, des citoyens et des organismes intéressés et qui furent suspendus par le chapitre 61

des lois de 1990, modifié par le chapitre 36 des lois de 1991. L'échéance du délai prévu à cet article est fixée au 1^{er} mai 1992.

7. Les articles 1, 2 et 6 ont effet à compter du 1^{er} novembre 1991.

Les articles 3, 4 et 5 auront effet à la date du décret ordonnant la tenue des prochaines élections générales.

8. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).